

Chaque équidé de la Garde Républicaine nous revient à 130 000 euros par an... pour quoi faire ?

écrit par Juvénal de Lyon | 8 novembre 2024

La Cour des comptes balaise les écuries de la Garde républicaine



© Antonin Albert / Shutterstock

La Cour des comptes balaille les écuries de la Garde républicaine



© Antonin Albert / Shutterstock

Qu'il y ait encore une Garde républicaine, notre Garde républicaine dans la France de Macron qui jette tout l'ancien monde au feu est presque une anomalie, anomalie dont nous nous réjouissons et dont nous sommes fiers. Qui n'a pas été ému, touché par ces hommes à cheval, par cette musique qui semble éternelle et nous fait vibrer ? Alors loin de nous l'idée de jeter l'opprobre sur l'institution et de demander sa disparition, au contraire !

Non, le but de l'article de Juvénal ci-dessous dénonce les incohérences et... la scandaleuse utilisation de Notre garde républicaine pour participer aux dégénérescences de la Macronie...

Question de la Béotienne que je suis : et si la Cour des comptes s'emparait du dossier pour mieux faire disparaître notre vieille institution, en cette période de vache maigre ? En cette période où l'on préfère un Aya Nakamura ou un Jul à des anciens champions olympiques ?

<https://resistancerepublicaine.com/2024/06/08/scoop-honte-des-jo-paris-refus-du-port-de-la-flamme-a-trentin-et-morelon-9-medailles-olympiques/>

Christine Tasin

L'entretien de chaque équidé de la Garde Républicaine revient à 130 000 euros par an à la collectivité !

Combien de jours de travail/an ? Ne pourraient-ils pas être utilisés par le PMU les jours de « vacance » pour courir à Longchamp ou Auteuil ? ☐

Ce sujet est capital, mais sans intérêt écrivait Marx...

JuvénaL

La Cour des comptes pointe notamment du doigt des primes accordées avec disparité et dont le montant annuel peut atteindre jusqu'à 42 000 euros par an selon l'affectation des militaires.

Tout le monde imagine les gardes républicains à cheval, mais ce corps de 3 000 gendarmes créé au 19e siècle, compte seulement 550 cavaliers.

Chargée de la protection des palais nationaux et des services d'honneur, cette unité d'élite coûte cher, 230 millions d'euros en 2022, [selon les chiffres fournis par les magistrats financiers](#) dans leur rapport de juillet 2024.

Ce budget initial est fréquemment dépassé. La Cour a calculé qu'entre 2018 et 2022, les dépenses exécutées ont, en moyenne, dépassé la dotation initiale de 50%.

Ce manque de maîtrise budgétaire est notamment perceptible à travers l'affectation des primes.

On savait que les Gardes républicains, comme l'ensemble des militaires mobilisés durant les JO, ont touché une prime. Celle des Gardes républicains a atteint 1 900 euros (le

plafond).

En contrepartie, ils se sont dandinés aux côtés de la chanteuse Aya Nakamura, ils ont joué de la musique dans le métro et ont interprété « Freed from Desire » (de Gala) devant le Sacré-Cœur.

Ce que l'on ignorait, c'est que cette gratification ponctuelle ne représente qu'une goutte d'eau dans un océan de primes annuelles.

Plafonnées à l'Élysée (9 216 euros), elles vont de 2 500 à 42 000 euros pour les militaires affectés au Sénat ou de 2 200 à 24 000 euros pour ceux postés à Matignon.

Primes des gardes républicains : mieux vaut être affecté au Sénat qu'au ministère de la Défense

Paradoxalement, les Gardes républicains affectés à l'hôtel de Brienne (ministère de la Défense) ou devant le palais de justice de Paris ne perçoivent aucun bonus.

Il n'est pas établi « que ces primes (...) soient fondées sur des sujétions particulières auxquelles les gardes seraient soumis », regrettent les magistrats financiers.

La Cour s'attarde sur ces versements inégaux, voire opaques, comme sur la différence de traitement entre des unités sur-mobilisées et des unités sous-utilisées.

Ainsi, alors que près de 25% des militaires sont contraints de réaliser au moins 10 gardes de 24 heures par mois, les cavaliers consacrent ainsi plus de 70% de leur temps au maintien des chevaux en condition opérationnelle.

L'entretien de chaque équidé revient environ à 130 000 euros par an à la collectivité.

Autre point souligné par la Cour des comptes, la gestion floue du parc immobilier de la Garde et des attributions de

logement : de nombreux gardes sont logés dans des appartements de 100 m2 alors qu'ils n'ont ni femme ni enfants à charge ! Source: <https://www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/la-cour-des-comptes-balaie-les-ecuries-de-la-garde-republicaine>

Pcc : Juvénal de Lyon